

Unité départementale du Bas-Rhin
14 rue du bataillon de marche n°24
BP 10001
67070 STRASBOURG

STRASBOURG, le 17/03/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 09/03/2023

Contexte et constats

Publié sur 

SEVIA

12E rue de Rouen
67000 Strasbourg

Références : 3913/GC/AG
Code AIOT : 0006703913

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 09/03/2023, dans l'établissement SEVIA implanté 12E rue de Rouen 67000 Strasbourg. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite est réalisée dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SEVIA
- 12E rue de Rouen 67000 Strasbourg
- Code AIOT : 0006703913
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société SEVIA est spécialisée dans la collecte et la valorisation d'huiles alimentaires et industrielles usagées.

Elle exploite, au 12E rue de Rouen à Strasbourg, une installation de transit de déchets initialement autorisée par l'arrêté préfectoral du 20 décembre 2004.

Son agrément pour le ramassage d'huiles usagées a été renouvelé par arrêté préfectoral du 26 novembre 2020.

Les installations relèvent du régime de l'autorisation au titre des rubriques :

- 2718-1 : installation de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux (volume autorisé : 444 tonnes)
- 3550 : stockage temporaire de déchets dangereux (volume autorisé : 444 tonnes)

Les prescriptions applicables à ces installations sont notamment :

- l'arrêté préfectoral du 3 février 2016, actualisant les prescriptions associées à l'autorisation et codifiant ces prescriptions,
- l'arrêté du 17 décembre 2019 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD), applicables à certaines installations de traitement de déchets relevant du régime de l'autorisation et de la directive IED

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

Déchets, rejets eaux, directive des émissions industrielles (IED), plan de modernisation des installations industrielles (PMII)

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant, la proposition de suites de l'inspection des installations classées à la préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à la préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible, en fin d'inspection, de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées, dans un délai court, les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à la préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(en)t été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délai
1	Etat des stocks	Arrêté Préfectoral du 03/02/2016, article 2.1.5	/	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
4	Aire de stockage et de manutention	Arrêté Préfectoral du 03/02/2016, article 7.3.1	/	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois

⁽¹⁾ s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(en)t été donnée(s)	Autre information
2	Rejets eaux	Arrêté Préfectoral du 03/02/2016, articles 4.3.1 et 9.2.2	/	Sans objet
3	contrôle et entretien des équipements	Arrêté Préfectoral du 03/02/2016, article 8.1.6	/	Sans objet
5	Déchet – Flux	Arrêté Ministériel du 17/12/2019, annexe 2 - II	/	Sans objet
6	Déchets admissibles	Arrêté Préfectoral du 03/02/2016, article 8.1.2	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Non-conformité :

L'état des stocks des huiles noires, liquides de refroidissement usagés et mélanges eaux/huiles, transmis à la suite de la visite, n'est pas conforme. Celui-ci n'identifie pas clairement la nature des déchets et les mentions de dangers sont absentes. (proposition de mise en demeure 1 mois)

Les sols des aires de manutention ne sont pas étanches dans le hall de stockage des huiles alimentaires usagées et à l'arrière de la semi-remorque citerne stationnée sur la zone bitumée. (proposition de mise en demeure 1 mois)

Observations, questions :

Il est attendu que l'exploitant procède rapidement à la dépollution du sol souillé par l'huile à l'arrière de la semi-remorque citerne stationnée.

L'inspection reste en attente de la transmission des éléments justifiant le classement des déchets et identifiant les dangers (mentions Hxxx et/ou Hpxx).

L'exploitant se positionnera quant au classement de ses installations au titre des rubriques 4XXX, en référence au guide DGPR -INERIS, décembre 2015, Prise en compte des déchets dans la détermination du statut Seveso d'un établissement.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Etat des stocks

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/02/2016, article 2.1.5
Thèmes : Risques accidentels, Etat des stocks
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans objet
Prescription contrôlée : L'exploitant dispose des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des produits dangereux (substances et mélanges) présents dans l'installation. L'exploitant tient à jour un registre indiquant la nature, la quantité et les mentions de dangers des produits dangereux détenus, auquel est annexé un plan général des stockages. Ce registre est tenu à la disposition des services d'incendie et de secours.
Constats : Les huiles usagées stockées sur le site sont classées dans la nomenclature des déchets sous les codes 13 02 08* et 13 02 05*. Les liquides de refroidissement usagés sont classés sous le code 16 01 14*. La présence de l'astérisque après le code déchet indique qu'il s'agit de déchets dangereux. Lors de la visite, un bon d'enlèvement, document établi par le conducteur lors de la collecte d'huiles usagées, a été présenté à l'inspection. Celui-ci reprend les mêmes codes déchets et comporte des mentions relatives au transport routier de marchandises dangereuses : "matière dangereuse du point de vue de l'environnement" (n°ONU 3082). Interrogé sur les mentions de dangers (Hxxx ou HPxx) des déchets stockés, l'exploitant a présenté les fiches produits annexés au POI. Celles-ci n'indiquent pas de mention de dangers pour les huiles usagées. Les informations étant incohérentes, il est attendu que l'exploitant fournisse les éléments justifiant le classement des déchets et identifiant des dangers. Le site dispose de deux espaces de stockage : les réservoirs aériens utilisés par l'exploitant et le hall de stockage d'huiles alimentaires utilisé par un locataire (DIELIX). L'état des stocks des déchets contenus dans les réservoirs aériens est géré informatiquement au sein du site SEVIA situé à Toul (54) sur la base des informations communiquées quotidiennement par les conducteurs. Lors de la visite, l'exploitant n'a pas été en mesure de le présenter mais l'a transmis ultérieurement par messagerie électronique. L'inspection constate que le document transmis n'est pas conforme. En effet, la nature des produits n'est pas explicitement mentionnée et les mentions de dangers sont absentes. Le plan général des stockages n'est pas annexé à l'état des stocks mais au POI. L'état des stocks des huiles alimentaires usagées conditionnées en fûts est géré par DIELIX sur la base des relevés établis par les conducteurs. Celui-ci n'a pu être présenté lors de la visite mais a été transmis ultérieurement par messagerie électronique. Bien qu'il s'agisse de déchets non dangereux, ceux-ci sont combustibles et conditionnés en fûts en matière plastique (contenants fusibles). Il conviendrait donc de préciser leur nature sur l'état des stocks.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 1 mois

N° 2 : Rejets eaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/02/2016, articles 4.3.1 et 9.2.2	
Thèmes : Risques chroniques, Eaux superficielles	
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans objet	
Prescription contrôlée : Les effluents sont conformes aux valeurs limites suivantes :	
Paramètres	Concentration maximale
Hydrocarbures totaux	5 mg/l
DCO	250 mg/l
MEST	30 mg/l
 La surveillance des rejets est réalisée suivant les paramètres, fréquences et au point fixé ci-après.	
Point de rejet n° 1	
Paramètres	Fréquence de l'autosurveillance
Hydrocarbures totaux	Semestrielle
DCO	Semestrielle
MEST	Semestrielle
 Constats : Les résultats des surveillances semestrielles de l'année 2022 ont été présentés. Le rapport du premier semestre a mis en évidence un dépassement des MEST (350 mg/l, alors que la VLE est fixée à 30 mg/l). Ce dépassement a été expliqué par l'exploitant par un phénomène météorologique (absence de précipitation avant la prise d'échantillon et accumulation des matières en suspension) . L'exploitant a également écarté un éventuel problème de déversement dû à l'activité du site car selon lui, l'échantillon a été prélevé en période d'activité faible. Les résultats des autres paramètres du premier semestre et ceux du second semestre étaient conformes aux valeurs limites attendues. Les résultats de cette surveillance n'ont pu être observés sur GIDAF par l'inspection. L'exploitant a indiqué avoir pourtant transmis des résultats en novembre 2022 et a ajouté qu'un point sera fait en interne, pour vérifier les données enregistrées sur GIDAF jusqu'à présent.	
Type de suites proposées : Sans suites	
Proposition de suites : Sans objet	

N° 3 : contrôle et entretien des équipements

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/02/2016, article 8.1.6
Thèmes : Risques accidentels, PMII
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans objet
Prescription contrôlée : Une procédure de contrôle visuelle des cuves et des rétentions est instaurée tous les ans, afin de définir leur état d'usure et les travaux compensatoires à envisager. Les cuves sont régulièrement débarrassées des dépôts et tartres. Il est fait appel à une société spécialisée pour les opérations de maintenance des cuves et pour des interventions ponctuelles nécessitant leur intervention. Des contrôles d'étanchéité et d'épaisseur des cuves, des contrôles d'étanchéité des canalisations sont effectués tous les 5 ans par des entreprises spécialisées, avec des techniques adaptées. L'exploitant conserve les justificatifs de réalisation et les résultats des 2 derniers contrôles ou opérations d'entretien et, si nécessaire, les justificatifs des mesures correctives prises.
Constats : Les fiches de contrôle des cuves, vannes et canalisations ont été présentées à l'inspection. Ces contrôles sont réalisés par les conducteurs du site. L'étiquetage, les fixations, la corrosion (cuves, vannes et canalisations), les jauges et l'étanchéité de la rétention sont vérifiés mensuellement. L'exploitant a indiqué que ces contrôles ont été intégrés au plan de maintenance du groupe. Ils permettent d'anticiper les opérations de maintenance au sens large. Le rapport de contrôle quinquennal des cuves et des canalisations en surpression, réalisé en juillet 2020 a été présenté à l'inspection. L'étanchéité et l'épaisseur des cuves ainsi que l'étanchéité des canalisations ont été vérifiées. Ce contrôle n'a pas révélé de défaut significatif.
Type de suites proposées : Sans suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Aire de stockage et de manutention

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/02/2016, article 7.3.1
Thèmes : Risques chroniques, Dispositifs de rétention et confinement
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans objet
Prescription contrôlée : Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention (...). Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à : <ul style="list-style-type: none">• dans le cas de liquides inflammables, 50 % de la capacité totale des fûts,• dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts,• dans tous les cas 800 litres minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-là est inférieure à 800 l. La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résiste aux actions physique et chimique des fluides. (...) Le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation des matières dangereuses pour l'homme ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol est étanche et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement.
Constats : Au niveau de l'aire de remplissage et de vidange des réservoirs, l'inspection constate la présence d'un bac métallique, à simple paroi, destiné au nettoyage des filtres utilisés lors des transferts d'huile. Ce bac, contenant de l'huile, ne dispose d'aucune rétention. Au niveau du hall de stockage des huiles alimentaires usagées, l'inspection constate que cinq fûts sont placés sur palette, hors rétention, sur l'aire de manutention bétonnée. De plus, trois fûts sont stockés à l'extérieur du hall, sur une zone végétalisée. Des dispositifs de rétention ont été commandés par l'exploitant à la suite de la visite. L'inspection constate également que l'aire de manutention du hall de stockage des huiles alimentaires usagées n'est pas étanche : des végétaux sont présents à la jonction du sol et des parois des bacs de rétention, dont certains contiennent une grande quantité d'huile. Par ailleurs, une semi-remorque citerne dételée est présente sur la zone bitumée. L'arrière de celle-ci, où se situent les dispositifs de vidange, surplombe un espace végétalisé. L'inspection constate une pollution du sol. En effet, une importante tache noire recouvre la zone végétalisée présente juste en dessous des vannes de dépotage de la semi-remorque, indiquant manifestement que de l'huile s'est répandue lors d'opérations de vidange de la citerne.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 1 mois

N° 5 : Déchet – Flux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 17/12/2019, annexe 2 - II

Thèmes : Risques chroniques, MTD

Point de contrôle déjà contrôlé : Sans objet

Prescription contrôlée :

L'exploitant applique l'ensemble des procédures de gestion des flux de déchets suivantes, consignées dans le système de management environnemental :

Procédure	Description
a Caractérisation et acceptation préalable des déchets	Il s'agit de procédures visant à collecter des informations sur les déchets entrants, permettant de s'assurer que les opérations de traitement des déchets conviennent, avant l'arrivée des déchets au sein de l'unité de traitement, et quand elles sont prévues par la réglementation applicable à l'installation, de procédures d'échantillonnage et de caractérisation des déchets destinées à obtenir une connaissance suffisante de la composition des déchets.
b Procédures d'acceptation des déchets	Ces procédures définissent les éléments à vérifier lors de l'arrivée des déchets à l'unité, ainsi que les critères d'acceptation et de refus des déchets. Elles portent aussi sur l'échantillonnage, l'inspection et l'analyse des déchets, quand ces procédures sont prévues par la réglementation applicable à l'installation.
c Système de suivi et d'inventaire des déchets	Le système de suivi contient toutes les informations collectées pendant les procédures d'acceptation préalable des déchets, et les procédures d'acceptation, d'entreposage, de traitement ou de transfert des déchets hors du site, c'est-à-dire : la date d'arrivée des déchets, le numéro unique d'identification s'il existe, l'identité du producteur de déchets et leur origine, les résultats des analyses d'acceptation préalable et d'acceptation des déchets quand ils existent, le mode de traitement prévu, le code correspondant de la nomenclature, la localisation des déchets sur le site, et la quantité de déchets détenue sur site.
d Système de gestion de la qualité des flux sortants	Ce système contient des dispositions permettant d'assurer un traitement des déchets conforme au cahier des charges de l'installation. Dans le cas de produits normés, le système assure le respect des normes EN ou NF pertinentes. Ce système contient également des dispositions afin de contrôler et d'optimiser les performances du traitement des déchets.

Constats :

a) Caractérisation et acceptation préalable des déchets :

Un bon d'enlèvement dématérialisé est établi pour chaque déchet (huiles usagées) et fait office de bon de transport. Pour les autres déchets, une demande de Certificat d'Acceptation Préalable (CAP) est réalisée et un bordereau de suivi des déchets (BSD) est émis.

Un code déchet est attribué selon la substance (huiles usagées 13 02 05* ou 13 02 08* / liquide refroidissement 16 01 14*).
<p>b) <u>Procédures d'acceptation des déchets</u> :</p> <p>Une liste des déchets admissibles dans l'installation est établie. Un échantillonnage contradictoire est réalisé à chaque collecte comprenant :</p> <ul style="list-style-type: none"> - un échantillon prélevé en deux exemplaires pour chaque client (1 exemplaire client + 1 exemplaire exploitant). Le numéro du bon d'enlèvement est reporté sur l'échantillon qui est conservé sur site jusqu'à acceptation des substances par le centre de recyclage ; - un échantillon moyen du camion réalisé en fin de collecte ; - un échantillon de la cuve qui accueille la collecte.
<p>c) <u>Système de suivi et d'inventaire des déchets</u> :</p> <p>Un registre informatisé des entrées et sorties est mis en place. Un extrait papier a été présenté à l'inspection.</p>
<p>d) <u>Système de gestion de la qualité des flux sortants</u> :</p> <p>Le registre des sorties inclut la destination des déchets et le nom des sociétés chargées de leur traitement.</p>
Type de suites proposées : Sans suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Déchets admissibles

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/02/2016, article 8.1.2				
Thèmes : Risques chroniques, Déchets				
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans objet				
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La liste des déchets admissibles dans les installations est la suivante :</p> <table border="1"> <tr> <td>Nature du déchet</td></tr> <tr> <td>Huiles usagées noires</td></tr> <tr> <td>Huiles usagées claires</td></tr> <tr> <td>Liquides de refroidissement ou antigel et de freins</td></tr> </table>	Nature du déchet	Huiles usagées noires	Huiles usagées claires	Liquides de refroidissement ou antigel et de freins
Nature du déchet				
Huiles usagées noires				
Huiles usagées claires				
Liquides de refroidissement ou antigel et de freins				
<p>Constats :</p> <p>75 % des capacités de stockage sont dédiés aux huiles usagées noires, qui constituent l'essentiel de l'activité de l'exploitant sur ce site.</p> <p>L'exploitant a indiqué ne pas stocker d'huiles usagées claires.</p> <p>Les huiles alimentaires usagées liées aux activités de DIELIX ne sont pas classées (volume inférieur à 100 m³).</p> <p>L'inspection n'a pas constaté la présence d'autres déchets que ceux admissibles et ceux produits par l'installation elle-même (aérosols vides, chiffons souillés, ...)</p>				
Type de suites proposées : Sans suites				
Proposition de suites : Sans objet				